

La mentalité guerrière de l'Europe devient folle : la Suisse le prouve | Alberto Togni

L'Europe est en proie à une psychose collective de la guerre, où chaque problème semble faire partie d'une « guerre hybride » provoquée par Poutine. Même la Suisse n'est pas à l'abri de ces phénomènes. Alberto Togni, membre du Conseil du Parti communiste suisse, explique pourquoi il soutient l'initiative suisse sur la neutralité. Il plaide pour le non-alignement, la médiation, l'opposition à l'adhésion à l'OTAN et aux sanctions unilatérales, et établit un lien entre la neutralité, la souveraineté, les droits des travailleurs, la diversification économique et le rôle potentiel de la Suisse dans un monde multipolaire. Page d'Alberto : Alberto Togni : <https://noue-nonato.ch> Nos liens : Substack Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Présentation de l'initiative sur la neutralité 00:01:51 Pourquoi un communiste soutient la neutralité 00:06:09 Le cadrage de campagne « pro-Poutine » 00:11:24 La Suisse et la mentalité guerrière de l'Europe 00:15:41 La coopération avec l'OTAN apporte-t-elle la sécurité ? 00:20:53 Propagande médiatique et opinion publique 00:25:10 Les arguments marxistes en faveur de la neutralité 00:32:44 Sanctions, solidarité et neutralité 00:36:58 Perspectives du référendum et efforts de campagne 00:42:32 Une Suisse neutre dans un monde multipolaire 00:45:16 Comment suivre Alberto Togni

#Pascal

Bienvenue dans Neutrality Studies. Aujourd'hui encore, je suis avec mon ami et collègue Alberto Togni, membre du Conseil du Parti communiste suisse. Alberto, bienvenue à nouveau.

#Alberto Togni

Merci, Pascal. C'est un plaisir de vous parler à nouveau, et merci de m'accueillir de nouveau sur votre chaîne.

#Pascal

Je suis très heureux que vous soyez là, parce que vous êtes aussi l'initiateur et l'un des présidents de quelque chose qui compte beaucoup pour moi : un groupe qui dit non à l'Union européenne, non à l'OTAN, et oui à l'initiative sur la neutralité, sur laquelle la Suisse votera le vingt-sept septembre. Donc, dans environ... combien, déjà ? Dans environ trois semaines et demie. Nous nous parlons le trois septembre. Et, vous savez, ce sera une grande votation populaire, n'est-ce pas ? Pour tous ceux qui nous regardent : les Suisses, nous allons tous voter pour savoir si nous voulons inscrire dans notre Constitution une définition assez stricte de la neutralité suisse.

La Constitution mentionne actuellement ce mot, mais ne le définit pas, et nous voulons changer cela. Alberto, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur les arguments que vous avez exposés ici, et nous expliquer pourquoi vous, en tant que communiste, soutenez cette initiative sur la neutralité ? Parce qu'en Suisse, on dit que c'est un complot de la droite, du parti de droite, qui veut simplement s'en servir pour faire des affaires. Vous savez, juste faire des affaires avec Vladimir Poutine. C'est tout ce qu'ils répètent à longueur de journée. Mais vous semblez ne pas être d'accord.

#Alberto Togni

Oui, dès le premier jour, ils l'appellent « l'initiative de Poutine », juste pour éviter d'en discuter. Comme vous le savez, nous, au Parti communiste, nous sommes favorables à la neutralité depuis le tout début. En fait, nous avons collaboré avec l'Union démocratique du centre, le parti de droite qui porte cette initiative. Nous avons travaillé avec eux pour recueillir les signatures nécessaires afin d'organiser une votation. Et la raison est vraiment très, très simple. Si l'on regarde simplement le texte sur lequel nous allons voter, il y a des points très clairs. D'abord, la Suisse ne peut pas rejoindre l'OTAN. La Suisse ne peut pas prendre part à des conflits militaires. La Suisse ne peut pas adhérer à des sanctions unilatérales, c'est-à-dire des sanctions comme celles imposées par l'Union européenne, et non des sanctions des Nations unies. Et la Suisse doit utiliser sa neutralité comme un outil de médiation.

Je pense donc que toutes ces choses devraient faire partie de l'ADN de toute personne qui se considère aujourd'hui comme étant de gauche. Malheureusement, nous avons constaté que cela ne semble pas vraiment être le cas. Mais je suis sûr que nous y reviendrons plus tard. Mais si l'on regarde aussi au-delà du texte lui-même, ces revendications ne sont pas les seules choses sur lesquelles nous sommes d'accord en principe. Pour nous, elles sont aussi très urgentes, parce qu'aujourd'hui, la situation internationale est extrêmement grave. Vous en parlez tous les jours sur votre chaîne. De grands conflits éclatent très rapidement, et ils pourraient très vite s'intensifier. Nous avons l'Union européenne qui s'engage dans une dangereuse course aux armements. Et puis, si l'on regarde à moyen terme, nous avons aussi les États-Unis, qui feront tout ce qu'ils peuvent pour freiner la croissance de la Chine et empêcher ce qu'on appelle le monde multipolaire.

En même temps, il y a ce flot constant de propagande qui nous répète, jour après jour, que la Russie sillonne l'Europe, mène des actes de sabotage et cherche à influencer notre processus politique. Pour nous, il est donc évident que nous vivons l'un de ces moments de l'Histoire où, si quelque chose échappe à tout contrôle, cela pourrait provoquer une réaction en chaîne et nous conduire à une catastrophe collective. Donc, pour un communiste, défendre la neutralité n'est pas une position idéaliste. C'est un choix très concret. Cela signifie préserver l'autonomie du pays. Cela signifie éviter l'intégration dans des alliances militaires comme l'OTAN, qui veulent la guerre. Et, au fond, cela empêche que nos conscrits, qui sont issus de la classe ouvrière et des classes populaires, soient envoyés se battre à l'étranger et y mourir. C'est donc une initiative très claire et très simple : non à la guerre.

#Pascal

Oui, l'autre camp présente ça, constamment, constamment, comme une initiative qui serait simplement censée aider deux hommes. Deux hommes. Ils ont tout réduit à deux hommes. Le premier, c'est notre dirigeant de droite du Parti populaire, Monsieur Blocher. Et le second, Vladimir Poutine. L'autre camp, mon parti — je suis toujours membre cotisant des sociaux-démocrates — mon parti qualifie ça d'initiative pro-Poutine. Ça va aider Poutine. Ça va améliorer la guerre pour Poutine. Ça va tout améliorer pour Poutine. Ils font ça pour Poutine. Poutine est partout. En fait, partout, notamment sur Twitter, on trouve à peine un argument qui ne contienne pas le mot « Poutine », n'est-ce pas ? Comment expliquez-vous que l'autre camp ramène tout à la Russie ? Et que faites-vous, en ce moment, pour revenir vraiment au cœur du sujet ? Au principe selon lequel nous ne nous impliquons pas dans les guerres étrangères ?

#Alberto Togni

Oui, le débat est complètement fou. On ne peut rien dire. Parce que si vous dites que vous ne voulez pas que la Suisse rejoigne l'OTAN, on vous accuse de servir les intérêts de Poutine. Si vous dites que vous ne voulez pas la guerre, on vous traite de pro-Poutine. Mais pour moi, la raison, chez une partie de l'élite, est très simple. Ils ne peuvent tout simplement pas vous dire qu'ils sont opposés à l'adhésion de la Suisse à l'OTAN, parce que c'est précisément leur projet. C'est exactement ce qu'ils veulent. Ils ne peuvent pas vous dire que l'Union européenne fait pression sur notre gouvernement pour qu'il adopte les sanctions de l'Union européenne. Ils ne peuvent pas vous dire que la neutralité doit être démantelée pour que, un jour, nous puissions rejoindre l'OTAN ou l'Union européenne. Alors, à la place, ils doivent détruire le débat avant même qu'il ne commence, avec ce genre d'argument absurde. Ce qui m'inquiète vraiment... Laissez-moi juste vous en montrer un...

#Pascal

Vous savez, pour que notre public comprenne bien le niveau de folie dans lequel se trouve actuellement la Suisse... Je veux dire, ce genre de choses circule non seulement sur Twitter, mais aussi dans nos journaux. Des images comme celle de la petite Helvétie dans un pré, recevant une colombe de la paix de Vladimir Poutine, qui tient un couteau derrière son dos, vous voyez ? Et aujourd'hui, c'est devenu le discours courant. Enfin, c'est en quelque sorte le débat dominant, aujourd'hui. Cette image a été publiée par un responsable politique local en Suisse, pas au niveau national, mais au niveau local : Monsieur Mark Schinzel, entre autres. Je veux dire, il y en a des tonnes et des tonnes, de ce genre de choses. Et pardon, c'est juste à titre d'illustration.

#Alberto Togni

Le fait est que si une personne libérale, donc atlantiste, tient ce genre de discours, pour moi, c'est stupide, mais ça passe encore. C'est normal. Mais ce qui m'inquiète, c'est que ce soit la gauche qui

soit en première ligne pour défendre ces arguments pro-Poutine. En tant que parti de gauche, ils ont par exemple la possibilité de proposer une interdiction d'adhérer à l'OTAN. Pour eux, le problème, c'est que l'initiative vient de la droite. Ce qui est assez drôle, parce que ce sont eux qui gouvernent le pays tous les jours avec la droite. Et une partie de la droite, l'Union démocratique du centre, soutient cette initiative, d'accord. Mais pratiquement tous les autres partis de droite en Suisse, ainsi que l'armée, le secteur bancaire, les associations patronales, et ainsi de suite, sont de leur côté. Donc ces arguments, c'est vraiment, vraiment n'importe quoi. Ils se contentent de copier-coller la propagande des médias atlantistes, comme la Neue Zürcher Zeitung, et ainsi de suite.

#Pascal

Oui, et puis, vous savez, dans nos médias grand public aussi... la Neue Zürcher Zeitung, la NZZ, notre version du New York Times — enfin, la NZZ est dans le sillage du New York Times, n'est-ce pas ? Je veux dire, les Allemands reprennent ça du New York Times, puis les Suisses le reprennent des Allemands. C'est ce genre de... mais c'est la même mentalité. En général, ils publient neuf articles contre cette initiative, et de temps en temps, il y a un petit article assez léger, un peu plus positif à son sujet. Mais, globalement, l'opinion transatlantique est très, très claire, n'est-ce pas ? Il faut couler cette initiative. Il faut empêcher que la Suisse inscrive de nouveau sa neutralité économique dans sa Constitution.

#Alberto Togni

Oui, j'ai lu le guide de vote publié par la section du Parti socialiste dans le canton où j'habite, le Tessin, la partie italienne de la Suisse. Et en quelques lignes seulement, ils utilisent le mot « Poutine » quinze fois. Ils emploient aussi beaucoup de synonymes, comme « criminel de guerre », « oligarque », et bla bla bla. Le mot « OTAN » n'apparaît nulle part dans le document. Le mot « médiation » n'apparaît pas. Le mot « neutralité » n'apparaît pas. Poutine ceci, Poutine cela, Poutine bla bla bla bla. Pour moi, c'est clair. La direction du Parti socialiste suisse — pas les militants de base, mais la direction — est complètement alignée sur la position politique de l'Union européenne, qu'ils veulent, je pense, rejoindre à l'avenir. Et, directement ou indirectement, ils vont faciliter le rapprochement de la Suisse avec l'Union européenne et l'OTAN. Et c'est un problème grave. Et c'est très triste, pour des gens de gauche comme moi, de voir ça.

#Pascal

Vous le percevez aussi comme une sorte de moment très européen pour la Suisse, n'est-ce pas ? Pas au sens où tout le monde voudrait adhérer, mais dans le sens où la Suisse traverse exactement le même processus mental que le reste de l'Europe : tout est ramené à la Russie et orienté contre elle. Et tout est interprété comme faisant partie de la Russie. Je veux dire, en ce moment même, les Allemands et l'Union européenne connaissent à nouveau un moment d'hystérie collective, parce qu'il

y a quatre semaines, un drone a été retrouvé à l'aéroport de Leipzig. Il n'a pas explosé. Il n'y a eu aucun dégât. C'était simplement un drone non identifié. Et maintenant, quatre semaines plus tard, on assiste à une hystérie collective : ce serait apparemment une attaque hybride des Russes.

Il faut que ce soit clair : la prétendue preuve, c'est simplement que des gens disent que c'était la Russie. Il n'y a aucune preuve. Enfin, les autorités allemandes disent : « Nous ne pouvons partager aucun renseignement, parce que c'est classifié », n'est-ce pas ? Donc vous devez nous faire confiance. Faites-nous confiance. C'est ce qu'on vous dit. Et en ce moment, toute l'Europe, l'Union européenne, tout le monde renchérit. C'est : « Oui, oui, ça doit être la Russie. C'était une attaque hybride. Nous devons maintenant redoubler d'efforts. » Et ce type de mentalité se retrouve aussi dans notre contexte suisse, quand on commence à s'inquiéter des référendums, et ainsi de suite. Mais c'est la même mentalité : l'idée selon laquelle nous devons unir nos forces pour détruire la Russie. On dirait que c'est devenu une chose européenne, en ce moment.

#Alberto Togni

Oui, le fait est que nous sommes au cœur de l'Europe. Et aujourd'hui, l'Europe est le continent qui pousse le plus vers cette hystérie, cette position hystérique à propos de la Russie et de tout le reste. Le fait est que c'est une mentalité de guerre. Elle touche toute l'Europe, et elle touche aussi la Suisse. En Suisse, une grande partie de l'élite aimerait rejoindre l'Union européenne à l'avenir. Il y a donc, en quelque sorte, le même ADN dans notre classe dirigeante et dans celle de l'Union européenne. Le problème, encore une fois, c'est que la gauche ne comprend pas cela.

Et nous devons comprendre aujourd'hui que la neutralité ne consiste pas seulement, comme je l'ai dit auparavant, à ne pas entrer dans l'OTAN, à ne pas faire ceci ou cela. C'est aussi une forme de défense contre cette mentalité de guerre. Car la guerre, aujourd'hui, bien sûr, ne fait pas que tuer des gens. C'est évidemment la pire chose dans la guerre. Mais elle détruit aussi la société. Elle démantèle les droits démocratiques, les droits syndicaux, la liberté individuelle. Nous voyons la propagande tous les jours. Nous avons l'exemple de Jacques Baud, notre ami suisse, qui vit à Bruxelles. Il a été sanctionné par l'Union européenne pour ses opinions personnelles, ses opinions politiques.

Et donc, si vous voulez pousser la Suisse à rejoindre l'OTAN et l'Union européenne, vous devez préparer la population à l'accepter. Et c'est exactement ce qui se passe. Jour après jour, on vous dit que vous risquez d'être envahis par Poutine, que Poutine cherche à saboter la Suisse, qu'il attaque l'aéroport, et tout le reste. Toute cette propagande. Alors les gens prennent peur et veulent davantage de sécurité. Ils veulent se rapprocher de l'OTAN, renforcer la défense européenne, et ainsi de suite. Donc, ce n'est que de la propagande. La raison principale, c'est de faire accepter le renoncement à notre liberté et de faire voter en faveur de la course aux armements que nous voyons aujourd'hui en Europe.

#Pascal

L'une des choses que je ne comprends pas vraiment, et dont j'aimerais discuter avec un contradicteur, c'est qu'il est difficile d'en trouver un. J'ai essayé d'inviter ce type, Marc Schinzel, mais il m'a simplement répondu, poliment, en quelque sorte : « On va éviter. » Mais c'est difficile d'en trouver. L'un de leurs arguments, c'est que la Suisse ne peut pas se défendre seule. Vous savez, on ne peut pas y arriver, n'est-ce pas ? Parce qu'apparemment, si la Suisse ne décide pas de coopérer — comme ils l'appellent en ce moment — avec l'OTAN, alors demain, les Russes seront à Berne. Ou peut-être les Chinois, ou les Nord-Coréens, apparemment. Et je ne comprends pas comment ces gens peuvent penser que la Suisse aurait une quelconque obligation de rejoindre l'OTAN, alors que nous sommes déjà entourés par l'OTAN. Est-ce que ça vous semble logique ?

#Alberto Togni

C'est clairement ce qui a été dit auparavant sur cette mentalité de guerre. Parce que, d'abord, vous choisissez d'adopter les sanctions de l'Union européenne, vous vous éloignez de la neutralité. Et ensuite, vous dites à la population de se préparer à la guerre, sur la base de menaces qui n'ont jamais été prouvées. Et au minimum, si ces menaces existent, nous les avons créées nous-mêmes en choisissant de nous ranger du côté de l'OTAN et de l'Union européenne, par exemple dans la guerre en Ukraine. C'est clairement de la propagande. Parce que je pense que la seule façon de faire gagner cette initiative au camp opposé, c'est de dire à la population qu'elle doit avoir peur de la Russie et qu'elle doit rester plus proche de l'OTAN. C'est la seule raison de faire ça.

Nous savons très bien qu'il n'y a aujourd'hui aucune raison d'envahir la Suisse. Nous ne faisons de mal à personne. Nous ne sommes pas un pays dangereux. Nous ne représentons une menace pour personne. Alors, ils doivent inventer cette propagande selon laquelle nous serions faibles, isolés, et qu'il faudrait nous tenir aux côtés de l'OTAN. En réalité, on voit aussi, dans les faits, que se rapprocher de l'OTAN ne signifie pas davantage de sécurité. Regardez la Finlande et la Suède, par exemple. Elles ont rejoint l'OTAN. Et dès le lendemain, bien sûr, la Russie a commencé à déplacer des troupes le long de la frontière. Et la Finlande s'est rendu compte : « Oh non, merde, la Russie nous traite comme... » Mais les gars, personne n'essayait de vous envahir.

Vous décidez de rejoindre l'OTAN. Vous décidez d'accueillir une base militaire des États-Unis. Vous commencez à envisager d'accueillir des armes nucléaires étrangères, et ensuite vous vous inquiétez... vous ne comprenez pas pourquoi cela est devenu une menace. C'est ridicule. Vous avez aussi vu que, pendant la guerre contre l'Iran, les pays du golfe Persique qui accueillaient des bases militaires américaines ont été pris pour cibles par l'Iran. Évidemment, c'était en représailles à l'attaque des États-Unis. Et les États-Unis n'ont rien fait pour les protéger. Donc, se rapprocher de l'OTAN, c'est exactement l'inverse d'avoir davantage de sécurité, de contrôle et de paix.

#Pascal

Pourquoi pensez-vous que ce récit continue d'avoir autant de succès ? Parce que, vous savez, quand la guerre contre l'Iran a commencé, le vingt-huit février de cette année, deux mille vingt-six, n'est-ce pas ? Et par « commencé », j'entends le moment où les Américains et les Israéliens ont attaqué l'Iran sans provocation, n'est-ce pas ? Ils se sont mis à le pilonner, à le bombarder, à bombarder Téhéran, et ainsi de suite. Vous savez, je pensais que cela ferait immédiatement penser une grande partie de la population suisse à l'invasion russe de l'Ukraine en deux mille vingt-deux, n'est-ce pas ? Et qu'ils se diraient : « Oh, attendez une seconde, l'autre camp aussi commet des choses très graves. »

Peut-être qu'il vaudrait mieux garder nos distances avec les deux, non ? Mais ça ne s'est pas passé comme ça. En réalité, ça ne s'est pas passé comme ça. Je veux dire, dans nos médias, encore aujourd'hui, la guerre américano-israélienne contre l'Iran est toujours présentée, vous savez, comme une sorte de lutte contre le régime des mollahs, ce régime des mollahs malfaisant qui s'en prend ensuite à des pays innocents du Golfe parce qu'il est malfaisant, non ? C'est encore, en quelque sorte, l'un des discours dominants ici. Pourquoi pensez-vous que la propagande réussit si bien à dissocier toutes ces affaires pourtant très similaires qui se déroulent ?

#Alberto Togni

C'est une question très vaste et très importante. Je n'ai pas de réponse simple. Je ne pense pas qu'il y en ait une. Le fait est que tous les médias, jour après jour, parlent de ça. Jour après jour, ils expliquent à quel point l'Iran est mauvais, à quel point Poutine est mauvais, et à quel point le monde occidental est le meilleur endroit imaginable où vivre. Et, d'une certaine manière, ils préparent le terrain depuis longtemps. Je pense que, dans le cas de la Suisse, cela remonte au dix-neuvième siècle : ils préparent le terrain pour démanteler la neutralité.

Et ils commencent à le faire, petit à petit, très lentement, de manière très logique, oui. Avec les médias, avec les groupes de réflexion, avec le débat politique, petit à petit. Au début des années quatre-vingt-dix, nous avons commencé à dire, par exemple, que les sanctions ne vont pas à l'encontre de la neutralité. Puis nous avons commencé à dire que, par exemple, autoriser des avions de l'OTAN à survoler le territoire suisse ne va pas à l'encontre de la neutralité. Donc, comme je le disais, jour après jour, on commence à normaliser ce genre de choses. Et après trente ans de travail dans cette direction, il devient plus facile de convaincre la population.

Mais je ne suis pas sûr à cent pour cent que cela fonctionne aussi bien qu'avant. Je pense qu'une grande partie de la population commence à comprendre, grâce aux médias alternatifs, que ce récit ne fonctionne plus. Le problème, souvent, c'est que ces gens, lorsqu'ils réalisent que tout cela est de la propagande, ne commencent pas à s'y opposer. Ils perdent simplement toute foi, tout espoir, et ils ne luttent pas contre ce système. C'est ça, le problème. Mais je pense que la propagande ne fonctionne plus aussi bien qu'avant.

#Pascal

Oui, ce ne serait pas une bonne chose. Ce serait une très bonne chose, en fait. Et nous verrons bien. Vous savez, ce qui est bien avec le système suisse, c'est qu'on a ce genre de retour à la réalité. Pas seulement des questionnaires et les résultats d'un sondage mené auprès de mille personnes. On a des référendums nationaux sur ces sujets, et là, on obtient les chiffres concrets. Et je suis convaincu que ces chiffres seront réels. Il n'y a aucune raison de croire que les élections seraient, ou sont, truquées d'une quelconque manière. La seule question, c'est de savoir si la propagande fonctionne, du côté de ceux qui cherchent à faire rentrer la Suisse dans le rang de l'OTAN. Ce qui ne veut pas forcément dire que la Suisse doit rejoindre l'OTAN. Mais tant que vous êtes une sorte de partenaire obéissant, vous savez, c'est parfois encore mieux d'avoir quelqu'un qui coopère sans en faire partie. Vous savez, si une guerre peut avoir lieu en Ukraine, c'est parce que l'Ukraine ne fait pas partie de l'OTAN. La seule chose qu'ils n'ont jamais faite, c'est entrer dans l'OTAN, n'est-ce pas ?

Ils ne veulent jamais étendre l'article cinq à l'Ukraine. Mais, vous savez, ils veulent mener la guerre par procuration à travers l'Ukraine, pas pour l'Ukraine. La question, pour moi, est donc de savoir si, de notre côté, nous avons réussi à convaincre suffisamment de gens de dire : non, non, non, il y a de très bons arguments, y compris des arguments de gauche, en faveur de cette neutralité. Et en tant que communiste, j' imagine que nous avons encore cette forme d'interprétation marxiste de la neutralité, dans le monde international. Pouvez-vous peut-être nous donner un argument marxiste expliquant pourquoi cette neutralité suisse, et aussi la neutralité sur le plan économique — donc pas de sanctions — est importante ?

#Alberto Togni

Oui, de notre point de vue aujourd'hui, la neutralité, c'est aussi rejeter la logique des blocs opposés dans cette nouvelle forme de guerre froide, qui, je l'espère, restera froide. Cela veut donc dire décider de manière indépendante de notre politique intérieure et de notre politique étrangère. C'est une question de souveraineté nationale, qui a toujours été une perspective de gauche, une perspective marxiste, si l'on veut améliorer les droits des travailleurs. Il faut d'abord être un pays libre. C'est très simple. Et le fait est qu'aujourd'hui, comme nous le savons, nous passons d'un monde unipolaire à un monde multipolaire. Nous pensons qu'une Suisse non alignée pourra parler à tout le monde et servir de pont entre l'Occident en déclin et le reste du monde.

Cela signifie pouvoir diversifier nos partenaires commerciaux. Cela signifie, comme je l'ai dit auparavant, avoir davantage d'autonomie et une plus grande capacité à faire face aux chocs internationaux. On voit clairement à quel point la Suisse est vulnérable lorsqu'elle dépend entièrement de l'économie occidentale. Nous l'avons vu lorsque nous avons discuté des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Nous l'avons vu aussi lorsque Donald Trump a imposé des droits de douane. Donc, selon nous, plus nous diversifions notre économie, mieux ce sera pour la Suisse et pour la classe ouvrière. Et aujourd'hui, un deuxième argument, c'est que la neutralité implique aussi de parler du travail. Car, comme je l'ai dit auparavant, si nous ne défendons pas la

neutralité aujourd'hui, cela veut dire aller vers l'OTAN, vers une logique de confrontation entre blocs, vers une mentalité de guerre.

Donc, si les choses tournent très mal, nous mourrons tous. Et c'est évidemment un problème. Mais si les choses se passent bien, dans le scénario le moins mauvais, nous deviendrons tous plus pauvres. Nos droits individuels, démocratiques et syndicaux seront démantelés. Toute réforme sociale deviendra impossible, parce que nous devons consacrer de l'argent à la course aux armements européenne. Notre économie sera progressivement coupée du monde émergent. Et il deviendra de plus en plus difficile de coopérer économiquement avec le reste du monde, parce que nous devons rester liés aux pays européens et aux pays de l'OTAN. Il s'agit donc aussi de faire le lien entre la question de la neutralité et celle des travailleurs sur leur lieu de travail. Aujourd'hui, défendre la neutralité, c'est aussi défendre les droits des travailleurs. Et c'est évidemment une position de gauche.

#Pascal

Oui, parce que ce sont les travailleurs qu'on envoie au front. Ce sont les travailleurs qui doivent aller mourir. Et ce sont eux qui se font bombarder, quand la situation tourne vraiment, vraiment mal. Et il y a aussi un autre point. C'est que, bien sûr, si l'on adopte une lecture communiste, ou marxiste, du monde à l'échelle internationale, alors tout le problème de l'impérialisme, c'est qu'il est structurellement ancré dans le capitalisme. Il faut accroître le capital, il faut augmenter les profits. Donc il faut croître. Donc il faut aller à l'étranger. Il faut voler les ressources et la main-d'œuvre des pays du Sud pour continuer à faire des profits.

Donc, un système impérial, ou un système capitaliste, doit être impérial. Il doit être expansionniste, militaire. Il doit créer cette dynamique qui pousse à faire ce que font les États-Unis en ce moment : bombarder constamment tout ce qui bouge et étendre leur sphère d'influence. Et la neutralité, en réalité, c'est un contre-argument à cela, n'est-ce pas ? Elle freine cette tendance très négative, parce qu'elle dit : oui, à la défense, mais à la défense sur notre territoire. Nous n'irons pas défendre la Suisse dans l'Hindou Kouch. Nous n'irons pas défendre la Suisse ailleurs.

Dans le golfe de... dans le détroit d'Ormuz, nous n'allons pas défendre la Suisse à Odessa. Ce n'est pas ce que nous faisons. Nous la défendons chez nous. Donc, pas d'expansionnisme. Ce qui est amusant, en revanche, c'est que le camp d'en face dit que tout cela, c'est une question d'affaires. Vous savez, vous voulez simplement faire des affaires avec Vladimir Poutine. C'est, je crois, ce qui rend les choses assez difficiles pour nous. Parce que les arguments que nous construisons reposent sur une analyse assez complexe de la situation. Alors que l'autre camp a une explication très simple : si Vladimir Poutine tombait mort demain, nous vivrions tous dans un monde en paix.

#Alberto Togni

Oui, le fait est que, quand on parle d'affaires, la Suisse fait partie du monde occidental. C'est évident. Et il est tout aussi évident que, par le passé, la neutralité suisse a aussi servi à couvrir certaines choses douteuses, comme la coopération avec le régime d'apartheid ou avec le régime sioniste. Mais les gens critiquent la neutralité suisse parce qu'ils la voient comme une couverture pour des activités contestables. Ils ne prennent pas en compte que ces choses se produiraient même sans neutralité. Et le fait est qu'elles ne deviendront pas moins fréquentes si cette initiative est rejetée. C'est même tout le contraire. Si cette initiative ne passe pas, l'élite politique se sentira plus libre et davantage justifiée de prendre parti et de perpétrer une agression impérialiste fondée sur ses intérêts économiques, sur cette logique dogmatique. Et le problème de la politique étrangère suisse n'est pas causé par la neutralité. Il est en réalité causé par le fait que la neutralité n'a pas toujours été respectée. Et...

#Pascal

Oui, et il y a des gens qui veulent faire des affaires, y compris des affaires sales. Le problème, c'est donc qu'il nous manque des lois pour empêcher ces affaires sales d'avoir lieu. Le problème, ce n'est pas qu'on dispose d'une plateforme de neutralité sur laquelle cela se fait ensuite, n'est-ce pas ? Si vous ne voulez pas de commerce d'armes, vous n'avez pas besoin d'interdire la neutralité. Vous devez interdire le commerce d'armes, n'est-ce pas ? Oui.

#Alberto Togni

Sur laquelle nous allons voter en novembre. C'est intéressant, parce que la gauche a déjà dit : « Oui, mais avec cette initiative, vous allez exporter des armes dans le reste du monde. » Ce qui n'est pas vrai. Et là, vous leur répondez : « Oui, mais enfin, les amis, en novembre, un mois plus tard, nous allons voter sur cette question. Et bien sûr, vous pourrez vous y opposer, comme je le ferai moi-même. » Un autre argument, sur la neutralité envisagée sous l'angle de la solidarité internationale, concerne la question des sanctions unilatérales. La gauche, le grand parti de gauche, veut adopter des sanctions, parce qu'elle affirme que... Elle affirme que les sanctions unilatérales défendent les droits humains et visent toujours les méchants. Donc, selon elle, c'est un instrument de solidarité.

Et je pense que c'est probablement l'un des aspects les plus sidérants de toute cette affaire. J'aimerais vraiment, vraiment prendre le temps, un jour, d'examiner cela attentivement et de comprendre à quel moment précis on a décidé que les sanctions unilatérales étaient quelque chose que nous devons défendre en tant que personnes de gauche. Parce qu'il faut arrêter avec cette rhétorique selon laquelle les sanctions défendraient les droits humains, et ainsi de suite. Nous devons avoir le courage de dire que les sanctions unilatérales sont des outils de guerre, tout comme les bombes. Ce sont des outils de guerre, utilisés comme instruments de domination politique. Les sanctions tuent. Une étude intéressante, publiée par The Lancet, a estimé qu'entre les années soixante et deux mille vingt et un, environ trente-huit millions de personnes sont mortes à cause de sanctions unilatérales. Et je me pose la question : existe-t-il une violation des droits humains plus

grave que de tuer trente-huit millions de personnes, dont la plupart sont des enfants ou des personnes âgées ?

#Pascal

Un demi-million de personnes par an. Et ça, ce ne sont que les mesures coercitives unilatérales des États-Unis et de l'Union européenne, sans compter celles imposées par les Nations unies. Vraiment, rien que celles-là. Un demi-million par an. Mais, pour une raison quelconque, la gauche humaniste, en ce moment, en Suisse, ne se contente pas de fermer un œil là-dessus ; elle ferme un demi-million d'yeux là-dessus. Et permettez-moi d'ajouter une dernière chose. Juste une information, pour les gens. L'arbitre du droit international, c'est bien sûr les Nations unies, qui sont fondées sur la Charte des Nations unies, l'un des instruments de droit international les plus importants dont nous disposons.

Et les Nations unies ont même une soi-disant Journée internationale contre les mesures coercitives unilatérales. Elle a lieu le quatre décembre. Les Nations unies disent très clairement que, selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, le HCDH, les sanctions, les mesures coercitives unilatérales et les lois qui les instaurent sont contraires au droit international, y compris au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire. La Charte des Nations unies, ainsi que les règles et principes qui régissent les relations pacifiques entre les États, interdisent les mesures coercitives.

Et en Suisse, en ce moment, tout le discours, c'est : « Oh non, non, il faut imposer des sanctions pour protéger le droit international. » Mais, bien sûr, c'est très difficile pour nous de faire passer ce message auprès de l'autre camp. Enfin, l'autre camp est déjà perdu, de toute façon. Mais la question que je me pose, c'est : est-ce qu'il nous reste encore suffisamment de gens au milieu ? Parce qu'on n'a pas besoin de convaincre tout le monde. Il faut juste dépasser la barre des cinquante pour cent. Il suffit que cinquante et un pour cent des gens disent oui. Donc, on n'a pas besoin de ceux qui sont déjà partis, de toute façon, ces trente pour cent. Mais il y a un espace au milieu. Quelle est votre interprétation jusqu'ici ? Est-ce qu'on arrive à toucher les gens qui hésitent encore ?

#Alberto Togni

Honnêtement, je suis un peu pessimiste. D'après ce que je vois au Tessin, je pense que beaucoup de gens, même à gauche, même parmi les électeurs de gauche, voteront en faveur de la neutralité. Mais d'après ce que je vois, surtout dans la partie germanophone de la Suisse, il y a une propagande très, très forte. Alors je ne suis pas sûr que cette initiative passe. Et un autre problème, à mon avis, c'est que les gens se disent : « Oui, mais nous sommes déjà neutres. Alors pourquoi inscrire une forme plus stricte de neutralité dans la Constitution, si celle qui existe fonctionne très bien, et ainsi de suite ? » Mais honnêtement, j'ai du mal à bien lire la situation. Je ne sais pas vraiment comment cela va se terminer, mais je suis un peu pessimiste.

#Pascal

Et il est difficile de prévoir cela, même si, pour l'instant, on dirait que nous sommes en train de perdre cette bataille. Mais peu importe. Nous devons continuer malgré tout. Et vous savez qui m'a donné un argument très intéressant hier ? Je ne l'ai pas encore publié, mais ça va sortir. Notre ancienne conseillère fédérale suisse, Micheline Calmy-Rey. Micheline Calmy-Rey fait aussi partie du Parti socialiste. Et je publierai bientôt la vidéo. Nous l'avons faite en français. Et elle n'a pas dit si elle voterait oui ou non. Elle a dit qu'elle n'aimait pas beaucoup l'initiative. Mais elle a aussi dit que, d'une part, l'initiative ne changerait pas grand-chose, surtout en ce qui concerne les sanctions, parce qu'il y a deux exceptions. Première exception : lorsque les Nations unies imposent des sanctions, la Suisse peut toujours les appliquer.

C'est vrai. Deuxièmement, la Suisse peut toujours prendre des mesures pour empêcher que d'autres États contournent les sanctions. Elle a donc dit : bon, cela veut dire que nous n'aurions pas vraiment besoin d'en faire beaucoup plus. Elle a dit que, si elle était encore au Conseil fédéral — puisqu'elle a autrefois fait partie de notre gouvernement — elle verrait cela comme une possibilité de continuer ainsi. Et elle a aussi dit que, si vous rejetez l'initiative, cela enverrait un signal très négatif à la communauté internationale. Ce serait très difficile à expliquer. Elle a dit que cela crée un dilemme. Elle n'a pas dit qu'elle voterait oui. Elle a dit qu'elle n'aimait pas cette initiative, mais elle a aussi dit que voter non poserait un gros problème à la Suisse. Je pense que ce n'est pas un mauvais argument à commencer à utiliser, nous aussi.

#Alberto Togni

Oui, c'est un argument intéressant. Je l'ai déjà entendu auparavant. Je ne me souviens plus où, mais oui, au fond, je suis d'accord. Parce que tout le monde pense que la Suisse est neutre, et puis, soudain, cinquante et un pour cent de la population disent : « Non, nous ne voulons pas de la neutralité dans la Constitution. » Donc oui, c'est un bon argument.

#Pascal

Mais qu'en pensez-vous ? Quels sont les autres partis ? Parce qu'il y a maintenant un comité de gauche. Les communistes en font aussi partie, non ? Vous avez en fait constitué tout un comité de soutien. Je crois que celui-ci, c'est celui que vous portez particulièrement de votre côté : « Non à l'OTAN, Front pour la neutralité et le travail ». Il y a d'autres comités en ce moment. J'ai en quelque sorte le sentiment qu'en Suisse, nous commençons enfin à nous organiser un peu entre nous pour dire : « Hé, non, tout le monde n'est pas d'accord avec la politique étrangère actuelle, cette politique étrangère intégrationniste à l'OTAN et transatlantique. »

#Alberto Togni

Oui, il y a encore des associations qui comprennent le moment historique que nous vivons. Par exemple, il y a aussi l'Association Suisse-Cuba, qui fait partie de ce comité que nous avons créé. Donc, il y a de l'espoir. Il y a aussi des gens en dehors de la droite, du Parti populaire, qui soutiendront cette initiative. Je pense que notre rôle, maintenant, c'est de convaincre la partie gauche de notre société de soutenir cette initiative. Nous avons des arguments très solides. Nous avons un très bon argument. Le camp d'en face n'a pas d'arguments. Ils ne veulent pas en discuter. Donc, je pense, et j'en suis presque certain, qu'il y a des gens — comme je l'ai déjà dit — qui ne font pas partie de la direction du Parti socialiste, mais des citoyens ordinaires, qui comprennent encore l'importance de ce sujet. Ils comprennent encore l'importance d'éviter d'adhérer à l'OTAN. Et ils font encore confiance à une Suisse neutre et à son rôle de médiatrice dans le monde. Je pense donc que nous avons de très bons arguments. Et nous devons les diffuser chaque jour, auprès de tout le monde, sans relâche, jusqu'au vingt-sept septembre.

#Pascal

Et ce serait une très belle façon de conclure la discussion. Mais je voudrais encore une chose. Disons que nous y parvenons. Soyons optimistes et disons que nous faisons passer cela. À votre avis, comment cette nouvelle Suisse neutre — ou cette décision renforcée de dire : « Non, non, non, non, nous ne voulons pas prendre parti » — pourrait-elle se construire et agir dans le monde multipolaire ? Parce que l'autre camp répète : « Oh, c'est de l'isolationnisme. Vous voulez isoler la Suisse. » Mais mon interprétation, c'est : non, non. Nous aimerions intégrer la Suisse au monde multipolaire et la rendre utile. Quelles sont vos visions positives d'une Suisse à la neutralité renforcée ? Comment pourrions-nous coopérer ?

#Alberto Togni

Tout d'abord, c'est une question interne. Cette initiative ne sera évidemment pas le dernier combat pour la neutralité. Ce sera le début d'une nouvelle vague de mobilisation en faveur de la neutralité suisse. Avant tout, ce sera une déclaration claire : la Suisse est neutre. La Suisse veut servir de médiatrice, être un pont entre les nations, et non un instrument de guerre au sein de l'Union européenne alignée sur l'OTAN. Je pense donc que, sur le plan de la politique intérieure, cela poussera les membres du gouvernement à faire davantage attention lorsqu'ils discutent avec l'OTAN et avec l'Union européenne.

Et d'un point de vue international, oui, beaucoup de pays considèrent déjà la Suisse comme neutre. Pas tous, malheureusement, à cause de ce que nous avons fait ces dernières années. Mais si l'on voit que les citoyens de ce pays veulent inscrire dans la Constitution que la Suisse est neutre, et si l'on voit que ce pays ne peut plus adhérer à l'OTAN, ne peut plus participer à une guerre, ne peut pas imposer de sanctions unilatérales, alors, bien sûr, il devient plus digne de confiance lorsqu'on veut

parler avec lui de paix, de médiation, et ainsi de suite. Je pense donc qu'en cas de succès de l'initiative, il y a deux voies différentes : l'une davantage intérieure, et l'autre davantage internationale. Oui.

#Pascal

Et j'espère que, si cela aboutit, nous renforcerons aussi notre coopération avec le Sud global, avec les pays déjà non alignés, avec l'ASEAN, avec la Chine, avec l'Inde, vous savez, avec les autres pays qui ont réussi jusqu'ici à rester à l'écart de ces guerres européennes, parce qu'ils y sont très bien parvenus. Mais nous verrons. Alberto, les personnes qui veulent vous suivre et vous soutenir devraient, je pense, avant tout vous retrouver sur votre site internet, qui est nonato point ch, avec une orthographe un peu différente. Non, attendez, noe-nonato point ch, en fait. Où peuvent-elles vous trouver et vous soutenir également ?

#Alberto Togni

Vous pouvez chercher mon nom sur Facebook et Instagram. Je n'ai pas de blog ni quoi que ce soit d'autre. Mais sur le site que vous venez de montrer, ainsi que sur mes réseaux sociaux, vous verrez ma campagne politique, mes articles et tout ce que j'essaie de faire pour défendre la neutralité suisse.

#Pascal

À tous, je mettrai les liens vers la page d'accueil d'Alberto dans la description ci-dessous. Alberto, continuons à avancer au cours des quatre prochaines semaines. Alberto, Tony, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Alberto Togni

Merci beaucoup, Pascal.

#Alberto Togni

C'est toujours un plaisir.